



Accord cadre de service

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)

n°2026010000F010

Accord-cadre pour la réalisation de prestations de conseil et d'audits financiers

Personne Publique

Institut de Recherche pour le Développement

Direction des Finances - Service du Pilotage des Achats et de la Gestion Financière
Immeuble le Sextant
44 Bd de Dunkerque / CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

Objet de la consultation :

L'accord cadre a pour objet la réalisation de prestations de conseil et d'audits financiers

Etendue de la consultation :

Marché public passé selon une procédure d'Appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles R 2124-2-1 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

TABLE DES MATIERES

PARTIE 1 : DISPOSITIONS TECHNIQUES - DESCRIPTION DU BESOIN	4
1 PRESENTATION DE L'IRD ET CONTEXTE GENERAL DES PRESTATIONS	4
1.1 TYPOLOGIE DES ACTIVITES DE RECHERCHE ET DES PROJETS SUSCEPTIBLES D'ETRE AUDITES	4
2 OBJET DE L'ACCORD CADRE	5
3 DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS	5
3.1 PRESTATIONS GENERALES	5
3.2 LIMITATION DE L'ETENDUE DE L'AUDIT	5
3.3 MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS	6
3.4 EXIGENCES RELATIVES A L'EQUIPE D'AUDIT	7
PARTIE 2 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	9
4 FORME DU CONTRAT	9
5 MODE DE PASSATION	9
6 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	9
7 MODALITES PRATIQUES DE CONSULTATION DU TITULAIRE	9
7.1 EXCLUSIVITE ET EXCEPTIONS	9
7.2 DEMANDE DE PRESTATION	10
7.3 REUNION PREPARATOIRE DE CADRAGE DU BESOIN	10
7.4 MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	10
7.5 OBJET DES BONS DE COMMANDE	11
7.6 OBLIGATION DE REPONSE	11
7.7 DELAIS DE VALIDITE DE LA PROPOSITION	12
7.8 DUREE DES BONS DE COMMANDE	12
7.9 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
7.10 MONTANT DES PRESTATIONS ET PLAFONNEMENT DES PRIX	12
7.11 OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION	12
8 DUREE DE L'ACCORD CADRE	12
9 PRIX DE L'ACCORD CADRE	13
10 VARIATION DANS LES PRIX DE L'ACCORD CADRE	13
11 MODALITES DE PAIEMENT	14
11.1 FACTURATION ET PAIEMENT	14
12 FINANCEMENT ET GARANTIES	15
12.1 RETENUE DE GARANTIE	15
12.2 NANTISSEMENT	15
12.3 AVANCE ET ACOMPTES	15
13 PENALITES	15
13.1 PENALITES DE RETARD	15
13.2 PENALITES POUR INEXECUTION OU MAUVAISE EXECUTION	15
13.3 PENALITES POUR ABSENCE DE REPONSE	15
14 SOUS-TRAITANCE	16
15 SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE	16
16 CODE DE CONDUITE ET DE DEONTOLOGIE	16
17 EGALITE HOMMES FEMMES	16

18	TRANSPORT DECARBONE	17
19	ASSURANCES.....	17
20	DISPOSITIF DE VIGILANCE	17
21	RACHAT OU CESSION DE L'ACCORD CADRE.....	17
22	LITIGE	18
23	RESILIATION	18
24	DEROGATIONS	18

PARTIE 1 : DISPOSITIONS TECHNIQUES - DESCRIPTION DU BESOIN

1 PRESENTATION DE L'IRD ET CONTEXTE GENERAL DES PRESTATIONS

L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), placé sous la tutelle conjointe du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère chargé des Affaires étrangères.

L'IRD a pour mission de conduire, promouvoir et valoriser la recherche scientifique et l'innovation en partenariat avec les pays du Sud et des Outre-mer, dans une perspective de développement durable, de réduction des inégalités et de réponse aux grands enjeux globaux.

Le siège de l'IRD est situé à Marseille. L'Institut dispose d'une organisation déconcentrée, comprenant :

- 3 délégations régionales et 34 représentations à l'étranger dont 4 en Outre-mer
- 80 unités mixtes de recherche implantées en France et à l'étranger.

1.1 TYPOLOGIE DES ACTIVITES DE RECHERCHE ET DES PROJETS SUSCEPTIBLES D'ETRE AUDITES

Dans le cadre de ses missions, l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) est amené à piloter, coordonner ou participer à des projets de recherche financés par des bailleurs nationaux, européens et internationaux, publics ou privés.

Les prestations d'audit financier réalisées au titre du présent accord-cadre sont susceptibles de porter, à titre indicatif et non exhaustif, sur les catégories de projets et dispositifs suivants :

- Projets de recherche fondamentale, appliquée ou partenariale ;
- Projets financés par des agences ou dispositifs nationaux, tels que notamment :
 - L'Agence Française de Développement (AFD),
 - L'Agence Nationale de la Recherche (ANR) ;
- Projets financés par des programmes européens, tels que notamment :
 - Les programmes-cadres de recherche et d'innovation de l'Union européenne, dont Horizon 2020 (H2020) et ses dispositifs assimilés,
 - Les programmes de coopération territoriale européenne de type Interreg ;
- Projets financés par des organisations internationales, agences de coopération ou bailleurs multilatéraux ;
- Projets conduits en consortium avec des partenaires académiques, institutionnels ou privés, français et/ou étrangers ;
- Conventions de recherche, accords de subvention ou contrats de financement comportant des exigences spécifiques en matière de justification financière, de contrôle et d'audit.

Les projets audités peuvent être mis en œuvre en France, dans les Outre-mer ou à l'international, et présenter des niveaux de complexité variables, notamment en fonction :

- du nombre de partenaires impliqués ;
- des règles financières et contractuelles propres aux bailleurs concernés ;
- des modalités de gestion financière et de suivi des dépenses ;
- des contextes juridiques, fiscaux et comptables des pays d'exécution.

2 OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des prestations de conseil et d'audits financiers au service de l'Institut de Recherche et de Développement (IRD).

Les prestations pourront être exécutées :

- dans les locaux du prestataire,
- dans les locaux de l'IRD, notamment au 44 boulevard de Dunkerque, 13002 Marseille,
- à distance, selon des modalités hybrides adaptées à la nature des missions, garantissant la qualité, la confidentialité et la sécurité des données.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la continuité et l'efficacité des prestations, quel que soit le lieu d'exécution.

Le présent contrat est un accord-cadre avec un seul opérateur économique donnant lieu à l'émission de bons de commande à chaque apparition d'un besoin.

3 DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

3.1 PRESTATIONS GENERALES

Les prestations comprennent des services de conseils financiers, ainsi que d'audits.

Les audits auront pour objectifs de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle sur les éléments suivants :

- Les états financiers du projet audité donnent une image fidèle, sans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le projet au cours de la période couverte par l'audit
- Les fonds alloués au projet sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité.

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit.

Les spécifications de chaque demande d'achat définiront notamment

- Le détail des prestations attendues, par audit
- La liste des documents contractuels structurant les projets audités et ses conditions de réalisation
- La période couverte par l'audit

Le ou les intervenants doivent maîtriser les langues française et anglaise (lu, écrit, parlé)

3.2 LIMITATION DE L'ETENDUE DE L'AUDIT.

L'auditeur signale au plus vite à l'Autorité Contractante toutes les limitations de l'étendue de ses travaux qu'il rencontre avant ou pendant l'audit.

Il informe le bailleur de toute tentative de l'Autorité Contractante visant à restreindre l'étendue de l'audit ou de tout manque de coopération de sa part. L'auditeur consulte l'Autorité Contractante sur les actions à entreprendre, sur la possibilité de poursuivre l'audit ou sur les changements qu'il convient d'apporter à l'étendue de l'audit ou à son calendrier.

En cas de problèmes sécuritaires, l'auditeur et l'Autorité Contractante conviennent des mesures à prendre et adaptent en conséquence le périmètre des travaux.

3.3 MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DES PRESTATIONS

3.3.1 Délais de réalisation

Les prestations de conseil et d'audits devront être réalisées dans un délai fixé selon les règles mentionnées dans les spécifications de chaque demande de prestation préalablement fournis au titulaire.

3.3.2 Désignation d'un référent

Le titulaire devra dès la notification du bon de commande désigner une personne physique responsable pour le représenter vis-à-vis de l'IRD pour tout ce qui concerne l'exécution de la prestation.

Son identité ou tout changement intervenant pendant la période d'exécution seront communiqués à l'IRD.

3.3.3 Fonction de conseil

Le titulaire exécute les prestations qui lui sont confiées avec professionnalisme, diligence et conformément aux règles de l'art applicables à la nature des prestations.

À ce titre, il est tenu à une obligation de conseil, impliquant notamment :

- d'alerter la personne publique sur toute difficulté, incohérence, omission ou risque susceptible d'affecter la bonne exécution des prestations ;
- de formuler toute recommandation utile permettant d'optimiser la qualité, la sécurité ou l'efficacité des prestations ;
- de fournir spontanément et en temps utile l'ensemble des informations, données, mises en garde et éléments techniques nécessaires à la personne publique pour assurer le bon déroulement du marché ;
- de prévenir sans délai la personne publique contre l'utilisation de tout document, matériel, logiciel et plus généralement contre l'utilisation de toute solution technique qu'il juge techniquement ou économiquement inadaptés ;
- de ne pas fournir à l'IRD des solutions qui feraient l'objet de droit de propriété intellectuelle ;
- de mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques et matériels nécessaires à la bonne exécution de la prestation, conformément aux usages de la profession et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ;
- d'informer régulièrement la personne publique de toute évolution réglementaire ou normative susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations objet du marché.

3.3.4 Restitution des livrables

Les consultations, écritures et tout autre document produit par le titulaire seront établis et transmis sur support informatique (notamment sous format Word, Powerpoint et Excel ou compatible).

Les livrables attendus sont précisés dans les spécifications de chaque demande de prestation.

3.3.5 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 26 du CCAG PI, les opérations de vérification simples s'effectuent dans un délai maximum de 48 heures.

Par dérogation à l'article 26.5 du CCAG-PI, l'IRD n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

3.4 EXIGENCES RELATIVES A L'EQUIPE D'AUDIT

3.4.1 Affiliation professionnelle du Titulaire

Le Titulaire est membre d'un organe ou un institut national de comptabilité ou d'audit qui est, lui-même, membre de la Fédération internationale des comptables (International Federation of Accountants, - IFAC)

3.4.2 Qualifications et expérience de l'équipe mission

Le Titulaire constitue une équipe disposant des qualifications professionnelles appropriées et d'une expérience conforme aux normes de l'IFAC, notamment aux Normes Internationales d'Audit (ISA). L'équipe affectée au marché doit justifier d'une expérience avérée dans l'audit de projets comparables en taille, en structure et en complexité à ceux de l'Entité.

L'équipe d'audit, dans son ensemble, doit notamment :

- disposer d'une expérience significative en matière d'audit de programmes et de projets d'aide au développement financés par des institutions et/ou des bailleurs de fonds nationaux et/ou internationaux ;
- posséder une connaissance suffisante des lois, réglementations et normes applicables dans le pays concerné, notamment celles relatives à la fiscalité, à la sécurité sociale et à l'emploi, à la comptabilité, aux systèmes d'information comptable ainsi qu'aux règles de passation des marchés publics ;
- maîtriser parfaitement le français et l'anglais

3.4.3 Profils de l'équipe

Les profils des équipes seront déterminés dans chaque terme de référence des demandes d'achat parmi les profils suivants :

Experts principaux

Les experts appelés à exercer une fonction importante sont désignés par le terme « experts principaux ».

Catégorie 1 - (associé(e) signataire)

Un(e) expert(e) de catégorie 1 (associé(e) signataire) doit être associé(e), ou toute personne occupant une fonction équivalente au sein du cabinet, disposant d'une expertise de haut niveau dans le domaine de l'audit financier. Il doit avoir exercé, ou exercer encore, des responsabilités de chef de mission et de directeur d'audit. Il doit être membre d'un organisme national ou international compétent en matière de comptabilité ou d'audit.

L'expert(e) de catégorie 1 doit justifier d'au moins dix (10) années d'expérience professionnelle en tant qu'auditeur ou comptable professionnel, incluant une expérience significative dans l'audit de projets et programmes financés par des bailleurs de fonds internationaux.

L'associé(e) signataire est la personne responsable du contrat spécifique, de la supervision de son exécution et du rapport d'audit établi au nom du cabinet.

Catégorie 2 - (par ex. responsable de mission)

Le(s) directeur(s) de mission est un(e) expert(e) qualifié(e) possédant un diplôme universitaire ou une qualification professionnelle pertinente en comptabilité et/ou audit. Il doit avoir au moins 5 ans d'expérience en tant qu'auditeur qualifié dans le domaine de l'audit des projets/programmes sur financement des bailleurs de fonds internationaux. Il doit faire la preuve d'expériences réussies dans la direction d'équipes d'audit.

Catégorie 3 - (par ex. auditeur senior/confirmé)

Les auditeurs senior ou confirmés doivent être des experts qualifiés possédant un diplôme universitaire ou une qualification professionnelle pertinente en comptabilité et/ou audit et disposer d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle en tant qu'auditeur qualifié dans le domaine de l'audit des projets/programmes sur financement des bailleurs de fonds internationaux.

Experts non principaux

Catégorie 4 - (par ex. auditeur assistant)

Les auditeurs assistants doivent posséder un diplôme universitaire en comptabilité et/ou audit et disposer d'au moins 1 an d'expérience professionnelle en tant qu'auditeur qualifié dans le domaine de l'audit des projets/programmes sur financement des bailleurs de fonds internationaux.

Personnel de soutien et appui technique

L'auditeur est libre de faire intervenir d'autres appuis (administratif et / ou technique), le coût de ces appuis doit alors être intégré dans les honoraires des experts.

PARTIE 2 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

4 FORME DU CONTRAT

Le présent contrat constitue un accord-cadre mono-attributaire exécuté au moyen de bons de commande émis sur la base de devis préalablement validés, conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la commande publique. Chaque besoin exprimé par l'IRD (demande de prestation) donnera lieu à l'émission d'un bon de commande précisant le contenu de la prestation, ses délais d'exécution et son prix.

5 MODE DE PASSATION

Le présent accord cadre est passé selon une procédure d'Appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles R 2124-2-1 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

6 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG P.I les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (A.E) de l'accord cadre, complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire de l'accord cadre et son annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) n° 2026010000F010;
- Les bons de commande conclus dans le cadre de cet accord cadre,
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG P.I), version en vigueur à la date de publication de l'accord-cadre ;
- Le mémoire technique du titulaire, remis dans son offre et respectant les prescriptions du CCP.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles est réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

Le Titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet de l'accord cadre.

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les textes applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

7 MODALITES PRATIQUES DE CONSULTATION DU TITULAIRE

7.1 EXCLUSIVITE ET EXCEPTIONS

Le Titulaire de l'accord-cadre bénéficie d'une exclusivité pour la réalisation des prestations d'audit financier confiées par l'IRD au titre du présent marché.

Par dérogation à ce principe, l'IRD se réserve la possibilité de ne pas recourir au Titulaire dans les cas suivants :

- audits présentant un caractère sensible, notamment lorsque :
 - ils s'inscrivent dans un cadre de suivi de gouvernance
 - lorsque la nature, le contexte ou les exigences spécifiques des prestations à auditer ne permettent pas de confier la mission au Titulaire dans des conditions garantissant l'indépendance, l'impartialité ou la maîtrise des risques pour l'IRD ;
- lorsque le recours à un auditeur déterminé est imposé à l'IRD par le bailleur.

Dans ces hypothèses, le recours à un autre prestataire ne saurait être considéré comme une remise en cause de l'exclusivité accordée au Titulaire, ni ouvrir droit à une indemnisation.

7.2 DEMANDE DE PRESTATION

A chaque besoin, l'IRD formule une demande de prestation qui est communiquée par mail ou par PLACE au titulaire de l'accord-cadre et comprend a minima les éléments suivants :

- **Une fiche de renseignement d'audit**, précisant notamment :
 - l'identité du service demandeur,
 - l'intitulé et la référence du projet concerné,
 - les dates de mise en œuvre du projet ainsi que les périodes à auditer,
 - le budget du projet,
 - l'identification du bailleur de fonds,
 - le nombre d'audits à réaliser pour le projet concerné
- **Les termes de référence (TdR) des audits financiers**
- **Un calendrier prévisionnel**, indiquant les échéances attendues pour la réalisation des audits
- **Les conventions de financement du projet concerné, ainsi que leurs éventuels avenants.**

Le titulaire transmet sa proposition technique et commerciale, **établie et respectant impérativement la grille de prix du marché**, permettant de répondre au besoin exposé par l'IRD et mentionnant explicitement les UO concernées.

7.3 REUNION PREPARATOIRE DE CADRAGE DU BESOIN

Lorsque l'IRD le juge nécessaire, une réunion de cadrage peut être organisée en amont de l'établissement de la proposition technique et financière.

Cette réunion a alors pour objet de :

- Définir le périmètre de l'audit ou de la prestation de conseil attendue
- Clarifier les attentes de l'IRD en termes de livrables, de calendrier et de niveau de cadrage requis
- Identifier les éventuelles contraintes spécifiques liées au projet (bailleur, règles financières applicables, contexte géographique, partenariats, etc.)
- Permettre au titulaire de formuler toute observation utile à la bonne compréhension du besoin.

La réunion préparatoire est organisée à l'initiative de l'IRD dès la demande de prestation.

7.4 MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont émis après notification de l'accord-cadre au fur et à mesure de l'apparition des besoins par les différentes entités bénéficiaires de l'IRD.

Toute demande de prestation donnant lieu à un bon de commande, devra faire l'objet d'un devis préalable conforme à l'annexe financière de l'accord cadre.

Etape 1 : À la survenance du besoin, une demande de prestation, équivalente à un cahier des charges, est remise par l'IRD au titulaire par mail ou via la plateforme PLACE

Etape 2 : À réception de la demande de prestation, le Titulaire établit et transmet à l'IRD une proposition technique et financière, conforme aux indications fournies et établie sur la base de la grille de prix du marché.

Le Titulaire est tenu :

- D'accuser réception de la demande,
- Et d'y répondre dans **un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de sa réception.**

À défaut de réponse dans ce délai, et après relance restée sans effet, des pénalités pourront être appliquées dans les conditions prévues au présent CCP.

Etape 3 : Après acceptation du devis, le bon de commande est notifié au titulaire par tout moyen permettant d'en accuser réception.

Etape 4 : La réception du bon de commande par le titulaire vaut date de notification et ordre d'exécution des prestations demandées.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- Le nom du projet identifié ;
- La référence du devis/proposition commerciale le cas échéant ;
- La référence et le nombre d'UO commandée ;
- Le délai d'exécution de la commande (délai pris en compte pour le calcul des pénalités de retard) ;
- Le prix HT et TTC des UO ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande.

7.5 OBJET DES BONS DE COMMANDE

L'objet des bons de commande ne saurait être différent de celui de l'accord-cadre. Chaque demande de prestation préalable à l'émission d'un bon de commande précise l'étendue des missions que le Titulaire doit réaliser.

7.6 OBLIGATION DE REPONSE

Le Titulaire s'engage à répondre à toute demande de prestation émise par l'IRD.

7.6.1 Indisponibilité du titulaire

En cas d'indisponibilité du Titulaire ou d'impossibilité de répondre au besoin exprimé par l'IRD, celui-ci est tenu d'en informer explicitement l'IRD par mail, en motivant de manière précise les raisons de cette impossibilité.

Dès lors que le Titulaire indique ne pas être en mesure de réaliser la ou les prestations demandées, l'IRD pourra recourir à un autre prestataire pour satisfaire son besoin.

7.6.2 Absence de réponse du titulaire

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, toute absence de réponse du Titulaire dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande de prestation, et après relance restée sans effet du service demandeur de l'IRD, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €) par demande concernée.

L'IRD se réserve alors le droit de confier la prestation à un autre prestataire, afin d'assurer la continuité et la satisfaction de son besoin.

7.7 DELAIS DE VALIDITE DE LA PROPOSITION

Les indications seront inscrites au sein de la demande de prestation transmise au titulaire. Cet engagement s'éteint par l'envoi au titulaire du bon de commande.

7.8 DUREE DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Lorsque la réalisation des prestations prévues au bon de commande ne peut s'achever avant la fin de l'accord-cadre, les prestations continuent de s'exécuter même au-delà de la période de validité de l'accord-cadre, jusqu'à l'achèvement complet des prestations constatée sur service fait.

7.9 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais d'exécution sont déclenchés à la notification du bon de commande dans les conditions définies au présent CCP. Les missions qui le composent peuvent se chevaucher et être menées en parallèle si besoin. Le Titulaire peut, en effet, être amené à exécuter concomitamment des prestations d'un ou plusieurs bons de commande.

7.10 MONTANT DES PRESTATIONS ET PLAFONNEMENT DES PRIX

Le prix unitaire indiqué dans le bordereau des prix unitaires forme, pour le Titulaire, le référentiel de prix de ses offres pour les bons de commande. En tout état de cause, les prix proposés dans les devis ne peuvent excéder les prix unitaires plafonds figurant au BPU.

7.11 OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION

Une vérification mensuelle des prestations est effectuée par le/la responsable de projet ou son représentant. Cette vérification sert de base à la liquidation des sommes dues au titulaire et, le cas échéant, à la fixation du montant des pénalités qui peuvent être mises à la charge du titulaire, conformément à l'article 12 du présent CCP.

Dans le cadre de ces opérations de vérification et d'admission, les bailleurs peuvent être amenés à formuler des demandes de compléments, de précisions ou d'ajustements des livrables une fois ces derniers transmis. Le Titulaire s'engage à y répondre, sans facturation complémentaire, ces demandes étant réputées incluses dans le périmètre et le prix des prestations initialement validés.

Lorsque la validation des livrables par le bailleur est requise, celle-ci vaut constatation du service fait.

8 DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le marché prendra effet à compter de sa notification. Le marché est conclu pour une durée de 24 mois reconductible expressément 1 fois pour une durée de 24 mois.

La durée totale maximale ne pourra excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, le titulaire sera informé par courrier recommandé avec accusé de réception et un préavis de 1 mois. Cette non-reconduction ne donnera lieu à aucune indemnité et n'aura pas à être motivée. Dans l'hypothèse où le marché n'est pas reconduit, cela ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à constatation du service fait par l'IRD.

9 PRIX DE L'ACCORD CADRE

Les prix applicables à l'accord-cadre sont ceux figurant au Bordereau des prix unitaires (BPU).

Ils constituent des prix unitaires plafonds, fermes et définitifs, sous réserve de l'actualisation prévue à l'article 10 du présent document.

Les prix du BPU s'appliquent à l'ensemble des bons de commande émis pendant la durée de l'accord-cadre, sans possibilité de révision ou de renégociation à l'occasion de leur émission.

Le prix du Bordereau des prix unitaires (BPU) est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais d'assurance et tous les frais afférents à l'opération et plus globalement, l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire. Les prix comprennent notamment la fourniture de la main d'œuvre et de l'ensemble du matériel nécessaires à la bonne exécution des prestations.

10 VARIATION DANS LES PRIX DE L'ACCORD CADRE

Les prix de l'accord-cadre sont fermes et définitifs pour toute la durée de l'accord-cadre, y compris en cas de reconduction.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé « mois zéro ».

Conformément à l'article R2112-10 et à l'article R2112-11 du Code de la commande publique, les prix peuvent faire l'objet d'une actualisation, si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date de remise des offres et la date de notification de l'accord-cadre ou la date d'émission du premier bon de commande.

L'actualisation est effectuée une seule fois et selon la formule suivante :

$$C_n = 15 \% + 85 \% \times (ING_n / ING_0)$$

avec :

- C_n : coefficient d'actualisation,
- ING_n : dernière valeur publiée et définitive de l'indice de référence connue à la date d'actualisation,
- ING_0 : valeur de cet indice au mois zéro.

L'indice de référence est l'indice SYNTEC, publié par l'INSEE.

En cas de disparition de l'indice SYNTEC, l'indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera appliqué de plein droit. À défaut, un indice de remplacement sera fixé par avenant.

Les prix ainsi actualisés deviennent fermes et non révisables pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et de ses bons de commande.

Aucune révision ultérieure des prix ne pourra être appliquée.

11 MODALITES DE PAIEMENT

11.1 FACTURATION ET PAIEMENT

Les prestations sont réglées par application des prix figurant dans la partie « offre » ci-dessous.

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique.

En application de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014, les factures seront envoyées obligatoirement de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse <https://choruspro.gouv.fr>, elles sont déposées via les informations indiquées sur le bon de commande (n° de SIRET, code service exécution, et n° d'engagement juridique).

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent marché,
- La référence du bon de commande,
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation,
- La référence aux livrables (rapports de sortie) réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T. de chaque prix unitaire,
- Les quantités réellement exécutées,
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,
- Le numéro SIRET du titulaire,
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans la partie 4 du présent document.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procède au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours. Ce délai commence à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

En application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

12 FINANCEMENT ET GARANTIES

12.1 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

12.2 NANTISSEMENT

L'entreprise pourra donner chaque bon de commande en nantissement. L'IRD remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement ou un acte de cessibilité.

12.3 AVANCE ET ACOMPTES

Le présent marché n'ouvre pas droit au paiement d'une avance en application des dispositions de l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique.

Le versement éventuel d'acompte s'effectuera en application des articles L2191-4 et R2191-20 à 22 du Code de la Commande Publique.

13 PENALITES

13.1 PENALITES DE RETARD

Le délai de réalisation de la prestation est précisé dans le bon de commande et court à compter de la date de réception de celui-ci.

Lorsque le délai contractuel d'exécution, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux stipulations de l'article 13.3.2 du CCAG-PI, est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées à cent euros **100 euros HT par jour de retard**.

13.2 PENALITES POUR INEXECUTION OU MAUVAISE EXECUTION

La mauvaise exécution, l'exécution partielle ou l'absence de démarrage de la prestation après réception du bon de commande, équivalant à une non-exécution de la prestation, pourra entraîner l'application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité fixée à **500 euros HT par constat**.

13.3 PENALITES POUR ABSENCE DE REPONSE

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, toute absence de réponse du Titulaire dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande de prestation, et après relance restée sans effet du service demandeur de l'IRD, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de **200 euros HT par demande concernée**.

Les pénalités sont cumulables et non libératoires.

14 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée dans les conditions prévues par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-10 du Code de la commande publique, ainsi que par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations confiées au titre de l'accord-cadre et des bons de commande, y compris celles éventuellement sous-traitées.

Toute sous-traitance doit être déclarée et acceptée par le pouvoir adjudicateur, ainsi que ses conditions de paiement, avant le commencement des prestations concernées, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire garantit que les sous-traitants disposent des compétences, qualifications et moyens nécessaires à la réalisation des prestations qui leur sont confiées et respectent les obligations de confidentialité, d'indépendance et de déontologie applicables aux missions d'audit financier.

15 SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa prestation. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à l'IRD dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. Le titulaire donne instruction à ses personnels de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations qu'il considère comme confidentielles.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelé à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

L'IRD s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données de l'IRD conformément à l'article 5 du CCAG-P.I.

L'IRD accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées à ce titre se limitent à la raison sociale de l'IRD et à l'objet du marché.

L'option applicable pour l'utilisation des résultats des prestations est l'option A définie aux articles 20, 21, 22 et 27 du CCAG / Propriété Intellectuelle.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG PI, la concession vaut pour le monde entier.

16 CODE DE CONDUITE ET DE DEONTOLOGIE

Le code de conduite et de déontologie de l'IRD s'applique au titulaire de l'accord-cadre.

17 EGALITE HOMMES FEMMES

Le titulaire s'engage à respecter l'égalité entre les femmes et hommes dans l'exécution du contrat. Il doit mettre en œuvre des actions concrètes visant à garantir l'égalité de traitement, proscrire toute discrimination, veiller à l'égalité salariale et encourager la mixité à tous les niveaux de responsabilité.

18 TRANSPORT DECARBONE

Le titulaire s'engage à privilégier le recours au transport décarboné en utilisant des moyens de transport respectueux de l'environnement tels que les véhicules électriques, hybrides, à faibles émissions ou le transport ferroviaire lorsque cela est possible, pour la réalisation des prestations objet du marché.

19 ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG P.I, l'attributaire devra justifier au stade de l'attribution de l'accord cadre qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des incidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations au titre du présent accord cadre.

20 DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail ainsi que, en application de l'article D8254-4 du Code du travail, la liste des travailleurs étrangers.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées obligatoirement par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'Institut de Recherche pour le Développement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>

Les modalités pratiques d'utilisation de la plateforme seront communiquées au titulaire à la notification du marché

A défaut, le marché sera résilié dans les conditions prévues au présent CCP.

21 RACHAT OU CESSION DE L'ACCORD CADRE

Les droits et obligations nés du présent accord cadre sont personnels aux deux parties. Ils ne peuvent être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne du titulaire du marché doivent donner lieu à la passation d'un avenant. A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert est considéré comme nul et est inopposable à l'IRD.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le titulaire a l'obligation d'en informer l'IRD par lettre recommandée avec avis de réception ; à ce titre, obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant doit au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut l'accord cadre peut être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières. Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

L'inobservation de cette règle d'information par le titulaire délie l'IRD du respect des délais réglementaires de paiement et du versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement de ces délais.

22 LITIGE

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent accord cadre, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

A défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le **Tribunal Administratif de Marseille**.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

23 RESILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations du présent marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG PI, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG-PI.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 40 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI, l'accord-cadre est résilié, après une mise en demeure préalable, en cas de manquement dans la qualité des prestations attendues. Dans ce cas la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

24 DEROGATIONS

Article 2.3.6 du CCP	Article 26 du CCAG P.I
Article 2.3.6 du CCP	Article 26.5 du CCAG P.I
Article 5 du CCP	Article 4 du CCAG P.I.
Article 6.3 du CCP	Article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG P.I.
Article 14 du CCP	Article 25 du CCAG P.I
Article 18 du CCP	Article 9.2 du CCAG P.I.
Article 22 du CCP	Article 36 du CCAG P.I

**Le présent document est à accepter sans modification.
Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.**